

L'Unité

N° 180 - 4 F

L'hebdomadaire du Parti socialiste

21 au 27 novembre 1975

Portugal - Esc. 37,50

FORD Rambouillet FOR PRESIDENT



Tous derrière le Président ! Le président Ford, naturellement. Voilà le véritable sens de la réunion de Rambouillet, qui consacre le ralliement de Valéry Giscard d'Estaing aux grands intérêts américains. La France rentre officiellement dans le

rang et les finasseries de Jean-Pierre Fourcade sur le prétendu compromis réalisé auraient de quoi faire sourire s'il ne s'agissait à terme, de l'existence même de notre pays.

Car ne nous y trompons pas : il ne sert strictement à rien d'avoir une politique de défense si, par ailleurs, nous sommes pieds et poings liés à la politique économique et financière américaine par un système monétaire international inique, par un libre-échange forcé et sans limites qui perpétue le développement aveugle des firmes multinationales et, ô paradoxe ! accentue la mise en place de mesures protectionnistes américaines. Tout cela, prétend-on, pour éliminer le chômage et l'inflation, dont on ne fournit d'ailleurs aucune explication. Et comme si la crise du système capitaliste pouvait s'effacer d'un seul coup de baguette magique par une coopération accrue des six chefs d'Etat réunis à Rambouillet. Rambouillet n'est pas Lourdes et les miracles ne sont pas pour demain.

Il nous faut revenir ici sur deux affirmations qui pourraient paraître évidentes, tant le matraquage sur les ondes, sur les écrans et dans les journaux est intense :

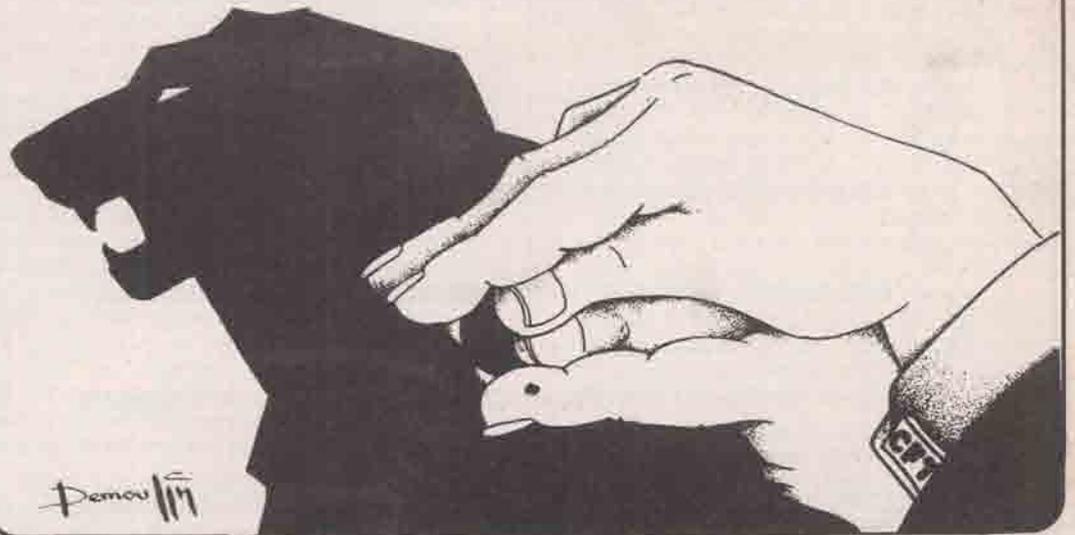
1) un dollar faible serait catastrophique pour l'Europe ;

2) il n'y aurait pas de salut sans croissance forte du commerce international.

Quitte à aller à contre-courant de ce qui se dit, il me semble qu'un dollar faible est, avant tout, mauvais pour les Etats-Unis et que la baisse, ces dernières années du cours de change de la monnaie américaine est le signe du déclin relatif de ce pays. Comme pour toutes les nations, la mauvaise tenue de la monnaie est la conséquence du délabrement de l'économie. Pour les Etats-Unis, c'est la conséquence

CHRISTIAN GOUX
(suite page 2)

VIVRE CHEZ PEUGEOT



P.C.F.-P.C.I.,
UN TEXTE
A
L'ITALIENNE

ACTION
CULTURELLE:
LE
FERMENT
GRENOBLOIS

COTE AQUITAINE :
L'AMENAGEMENT
DU PROFIT

L'AMENAGEMENT DU PROFIT

Euh! c'est un mec... pour construire sa baraque, il prend un architecte. Trois ans après, y a toujours rien de sorti du sol. Alors, le mec saque l'architecte qui pense trop pour le remplacer par un autre qui est moins porté sur les nuances. D'ailleurs, c'est pas vraiment un architecte, vu qui vient de se faire lui-même virer par Malraux du ministère des Affaires culturelles, où il a pas laissé que des bons souvenirs. Bon. Du coup, le deuxième architecte a plutôt l'humeur joyeuse. Alors avec toute son équipe, on sent qu'il prépare quelque chose de grandiose. Et que j'te dépense du fric par-ci pour une étude qu'avait déjà été faite mais qu'on s'en rappelle pas ou qu'on sait plus dans quelle poubelle elle est rangée. Et que j'te claque du blé par-là (geste pour désigner son ventre) dans les meilleurs restaurants... Enfin! Au bout du compte on obtient un projet. Pas fameux-fameux! Pour le prix, on pouvait rêver mieux. Dans le coin, les gens râlent rien que de penser à ce qu'on veut leur mettre sous l'nez. Le mec lui-même qui a commandé le projet est loin d'éprouver le grand frisson en face des plans. Seulement ça fait beaucoup de temps de passé, des frais engagés et tout ça. Alors, le mec se dit : même si elle a l'air « tarte », ma baraque, vaut quand même mieux la construire. Sans quoi j'aurais l'air gland. Manque de bol pour lui, côté banquiers, promoteurs et autres amateurs de « briques », c'est pas la bousculade. Du coup, le mec, au menu, c'est une tarte aux glands qui l'attend!

Un tel raccourci peut surprendre. Il exprime cependant de façon imagée, à la Coluche, l'opinion de nombreux Aquitains sur « la Miaca ». Chargée par l'Etat de concevoir un grand projet pour l'Aquitaine, cette Mission Interministérielle pour l'aménagement de la côte aquitaine a accouché, sous ses deux présidents successifs, d'une série d'idées très discutables sur l'aménagement touristique de cette région.

Complexe et fragile

Il convient cependant de distinguer, à travers deux périodes, les deux grandes orientations de la mission. Celle prônée de 1967 à 1970 par Philippe Saint-Marc, son premier président, et celle qui se concrétise aujourd'hui sous l'impulsion d'Emile Biasini, successeur de Saint-Marc. Pour René Labat, secrétaire fédéral des Landes du Parti socialiste et maire de Saint-Vincent-de-Tyrosse, la phase Saint-Marc aurait été celle du tourisme diffus. Labat y oppose l'action de Biasini, qui ordonne aujourd'hui un tourisme concentré sur des points de côte, les 9 unités principales d'aménagement (U.p.a.) entre lesquelles seront maintenus 7 secteurs d'équilibre naturel (Sen).

De l'une à l'autre phase, c'est donc plus qu'un virage qui a été pris. Pourquoi? Les explications ne manquent pas sur le départ



Le canal transaquitain, près de Biscarosse.

de Saint-Marc. Malgré ses erreurs et ses errements, il semblait plutôt favorable à la protection de cette région où la complexité écologique le dispute à la fragilité. Création récente, puisqu'elle date du XIXe siècle, la forêt landaise a permis d'assécher les marécages. Son existence et celle des dunes qui longent la côte ne sont possibles que grâce aux soins attentifs de l'homme. Il les a créés et il les entretient, jour après jour. Tracer une autoroute ou de grands axes dans les pins, construire des bâtiments sur les dunes, aménager les bords des lacs pour héberger des centaines de milliers de touristes supplémentaires sont autant d'actes qui peuvent représenter un réel danger pour cet environnement. Faut-il pour autant ne rien faire? Certainement pas. L'économie régionale, le bilan migratoire, la démographie et un flux estival croissant plaident tous en faveur d'une action d'envergure.

Personne, y compris chez les adversaires les plus déterminés de la Miaca, ne remet en cause la nécessité et le principe d'un aménagement. Si des heurts, interviennent, ils portent donc essentiellement sur le diagnostic de la situation, les remèdes qu'elle appelle et la méthode mise en œuvre pour les administrer.

Comment Biasini conçoit-il son propre rôle? Les citations ne manquent pas. Toutes vont dans le sens de celle-ci, tirée de la page 5 d'un rapport présenté en mars 1972 : « Le parti retenu mettra en évidence la complexité du gisement touristique aquitain, en liant aussi strictement que possible la mer, la forêt et les lacs pour offrir aux touristes des possibilités multiples de pratique quotidienne, dégagant en cela une image de marque spécifique et nouvelle sur le marché français des vacances ». Cette conception a le mérite de la clarté. Tout comme la

déclaration qui l'inspire et dans laquelle Biasini affirmait devant la commission de développement économique régional, en 1971, vouloir « fonder la promotion économique et sociale de l'Aquitaine sur le tourisme ». Et pas n'importe quel tourisme.

Il est vrai qu'il s'agit d'exploiter un « gisement » peu banal. Sous le titre « Un cadre unique en Europe », la Miaca le démontre de la manière suivante : « La côte aquitaine, premier « poumon » vert d'Europe, entre l'estuaire de la Gironde et la frontière espagnole, offre au tourisme un cadre unique sur notre sol : 240 km de plages de sable fin que prolongent au sud, sur le littoral basque, 35 km de côte, hérissée de falaises, bordée de criques, dotée de stations très anciennes et très célèbres — 35 000 ha de plans d'eau, pour la navigation de plaisance, tout au long d'une chaîne de lacs, au cœur de la forêt, à quelques kilomètres de la côte, 1 200 000 hectares de pins maritimes. L'Aquitaine est aussi réputée pour ses qualités d'accueil et l'art de vivre de ses habitants. Aussi connaît-elle depuis 10 ans un accroissement touristique spontané qui la classe au premier rang des régions françaises. »

Un tel joyau mérite d'être protégé. D'autant plus que, du fait de son succès croissant, un certain développement anarchique le menaçait. La Miaca a donc fait porter tout son effort de réflexion sur les moyens les plus appropriés d'organiser et de rentabiliser cette vogue touristique. Hostile, le Comité de défense de la côte aquitaine y voit une volonté de « planifier l'invasion touristique accélérée et la consommation de l'espace par la croissance dans une perspective de profit à tout prix. Au bout du compte, l'implantation d'une forme de tourisme industriel aboutirait à la destruction du milieu. Cet espace naturel, libre et gratuit deviendrait dénaturé, payant et réglementé ».



Lacanau-plage.



Jacques Chaban-Delmas à Expo-Aquitaine.

Les deux positions apparaissent inconciliables. Il convient d'y voir clair. Quelle est tout d'abord la capacité d'accueil touristique de la côte aujourd'hui ? Lors d'un débat public organisé le 5 novembre à la Maison de la Radio par la Miaca sur « son » aménagement, Jacques Ellul, professeur d'université et membre du comité de défense, et Jean-Pierre Morelon, nommé l'an dernier aux côtés de Biasini comme secrétaire général « opérationnel », se sont querellés sur ces chiffres. Pour Morelon, la côte comprend déjà 310 000 lits et accueille donc, en pleine période estivale, un nombre équivalent de touristes. Ellul conteste ce fait en expliquant qu'au 15 août il n'a été dénombré « que » 235 000 estivants.

Cette polémique peut surprendre. Il s'agit en fait de déterminer le pourcentage de

Culte du profit, règne brutal des grosses affaires, côte aquitaine livrée au grand capitalisme... qui peut bien tenir des propos aussi tranchés ? Philippe Saint-Marc, le premier président (destitué) de la Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte aquitaine. Il sait de quoi il parle.

l'accroissement du nombre de lits imputable à la Mission. Si l'on retient son projet d'accueillir 575 000 touristes une même nuit d'été en 1980 et qu'on le rapporte à la capacité évaluée par Ellul cette année, ce pourcentage serait de 145% en cinq ans. Soit une augmentation de 29% du nombre des touristes en moyenne chaque année. Même si plusieurs réalisations sont abandonnées en cours de route, cela reste considérable. Même en retenant l'hypothèse basse de 310 000 lits aujourd'hui contre 480 000 lits pour 1980, comme le soutient Morelon, cela fait une progression annuelle de 11% de la capacité d'accueil. En tout état de cause, il est permis de douter du sérieux de Biasini qui déclarait dans « le Monde » du 11 juin 1973 : Nous sommes ici, non pour accélérer le développement touristique de la Côte aquitaine, mais pour contrôler et organiser un développement spontané et inévitable de 5% par an.

Frein au tourisme social

A qui faire confiance dans de telles conditions ? Non seulement la mission veut donc accélérer un processus mais elle va l'« orienter ». Son intention de changer les structures du tourisme de 1970 à 1980 se traduira essentiellement par un coup de frein au tourisme social. S'il n'est pas la panacée, le camping-caravaning a cependant un « avantage » bien précis : il est accessible aux bourses les plus dégarnies. La mission souhaite qu'il ne représente pas plus du tiers des capacités d'accueil en 1980, contre 42% voici cinq ans. Dès 1973, Jean Bonneville révélait au cours d'une conférence de la C.g.t. et de Tourisme et Travail : « Ce qui est recherché, c'est une dissuasion des touristes et vacanciers actuels jugés économiquement

peu rentables, nuisibles pour l'environnement et l'image de marque ».

Les prix de vente affichés pour les premières réalisations, notamment pour l'ensemble Mille Sabords de Capbreton où il faut compter plus de 30 millions anciens pour 74 m² habitables, montrent bien que la vue sur l'océan ne sera pas donnée à tout le monde. On peut dire que des prix dépassant 4 000 F du mètre carré pour une résidence secondaire n'intéressent qu'une élite privilégiée. De fait, le même phénomène se retrouve à Lacanau où, malgré de nombreuses protestations, le déblocage d'un permis de construire a entraîné la mise en chantier de l'Océanide, un long bâtiment situé sur la dune. Leur prix mettra les 2 200 lits de cette opération hors d'atteinte du plus grand nombre. Pierre Brana, responsable fédéral du Parti socialiste dans la Gironde pour le secteur Entreprise, s'élève contre de telles pratiques : « Nous allons vers un zonage scandaleux du tourisme : les privilégiés face à l'océan, les classes moyennes un peu plus loin et les fauchés dans l'arrière-pays ».

Le Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs (Cecorel), qui va réaliser une opération sociale d'envergure avec la municipalité socialiste de Vieux-Boucau, avait étudié de près le développement du tourisme aquitain, lequel devait intégrer à l'origine 25% de lits sociaux. Ce n'est pas sans inquiétude que le Cecorel a vu la Fédération nationale du bâtiment prendre en charge l'U.p.a. 3, celle de Lacanau-Océan. Son appréhension a été identique lorsque la fédération nationale des promoteurs constructeurs s'est vue confier l'U.p.a. 2 d'Hourtin. Ces organismes ne passent pas pour philanthropes et le tourisme social en pâtira à tout coup. On commence juste à s'en apercevoir. Jusqu'ici,

L'AMENAGEMENT DU PROFIT

l'aménagement a piétiné et ceux qui lançaient des cris d'alarme ont pu passer pour de doux rêveurs ou de sinistres prophètes. La machine se met lentement en marche qui réveillera les incrédules. De 1970 à 1973, la Miaca n'a guère dépensé plus de 22,8 millions, ce qui fait déjà plus de 2 milliards anciens. Ses moyens financiers ont légèrement dépassé 40 millions de francs en 1975. Et ils atteindront 59 millions en 1976, soit un accroissement de 48%. En dix ans, elle aura dépensé 560 millions, somme que décupleront les investissements privés. Les sommes colossales en jeu, au moment où l'Aquitaine prend le relais du Languedoc-Roussillon, justifient l'attention de tous. La Cour des comptes a d'ailleurs rappelé la Mission à l'ordre dès 1974 pour lui reprocher notamment ses dépenses de « fonctionnement » et de « représentation » excessives.

Un problème de robinets...

D'autres gaspillages comme celui du canal Transaquitain auraient pu être évités. L'U.p.a. 7 est la seule unité à comporter un tronçon de ce canal, entre les étangs de Cazau-Sanguinet et Biscarosse-Parentis. L'idée de ce canal est très ancienne puisqu'elle remonte à 1694. Le projet actuel a été étudié par la S.o.g.r.e.h.a. en 1966. Il prévoyait de relier les étangs landais et girondains à l'Adour et à l'estuaire de la Gironde, formant ainsi un plan d'eau de plusieurs dizaines de milliers d'hectares. L'ouverture en 1971 du tronçon-étalon de l'U.p.a. 7 a provoqué des catastrophes. Il s'est produit une inversion du sens de l'écoulement du canal, ce qui a bouleversé le régime hydraulique des étangs. L'étang nord, qui sert de réserve d'eau potable pour Arcachon, La Teste, Cazaux, Sanguinet et Biscarosse a été pollué par l'étang sud où les usines de Parentis et les communes riveraines rejettent leurs eaux usées. Autres conséquences graves de l'ouverture du canal, des marais ont été inondés, le courant Sainte-Eulalie s'est retrouvé à sec, tout comme les frayères à poissons, etc. Un barrage a donc été mis en place et une écluse est à l'étude. Sa réalisation et son utilisation présenteraient de graves dangers pour le petit étang, situé entre les deux grands, qui vient d'être classé en réserve biologique. On peut donc espérer que ce projet est définitivement abandonné. Ainsi disparaît une des images de marque de l'aménagement.

Friand d'images de marque, Biasini voulait que chaque U.p.a. possède la sienne propre. Le projet de cités lacustres, dénoncé par le groupe de réflexion sur l'aménagement de Biscarosse, était la deuxième grande idée promotionnelle de l'U.p.a. 7. L'abandon définitif de cette autre trouvaille, tout aussi



Cabanons au Montehic

dangereuse écologiquement, n'est pas encore acquis avec certitude. Esprit marketing, quand tu nous tiens !

Le visage radieux de la «nouvelle société»

Des déclarations d'intention de la Miaca sur la protection du littoral à la pratique des aménageurs, la distance est donc grande. Faut-il s'en étonner ? Quelqu'un a dit : « On aurait pu espérer que cette grande opération de mise en valeur du Sud-Ouest nous montrerait le visage radieux de la « nouvelle société ». Mais on n'y voit que le culte du profit et le règne brutal des grosses affaires, appuyé par l'Etat, dans le plus pur style Napoléon III : grand commerce et petite politique ». Cette personne ne craint pas de déclarer plus loin, dans le même article du « Nouvel Observateur » du 26 novembre 1973 : « La côte aquitaine est désormais livrée au grand capitalisme... à de puissants groupes dont l'objectif essentiel est évidemment la recherche du profit maximal ». Propos de « gauchiste » ? Que non, puisqu'ils ont été tenus par Philippe Saint-Marc. Le prédécesseur de Biasini s'inquiétait notamment du rapport de forces inégal qui ne manque pas de s'instaurer chaque fois qu'un puissant groupe, tout à la fois financier, immobilier, industriel et commercial, se trouve en face des élus d'une petite collectivité locale. Comme il avait raison !

Sans doute, dans un premier temps, l'aménagement n'apparaît-il pas aux élus sous un mauvais jour. Nombre d'élus socialistes sont reconnaissants à la Miaca de leur avoir permis d'assainir leur commune. Adductions, égouts, usine d'incinération des ordures n'auraient pas équipé si rapidement ces communes sans le soutien financier de la Mission. Morelon rappelait à Paris que 50 millions ont été dépensés en 5 ans dans des opérations de génie sanitaire. Fort bien... Mais que fait ainsi la Mission, sinon préparer le terrain ? Bien sûr, l'acharnement de certains élus, comme à Léon et au Vieux-Boucau, permettra d'accentuer la part des réalisations à caractère social. Ces concessions, non négligeables, ne serviront-elles pas de caution à tout ce qui se trame ailleurs ? Routes, assainissement, équipements, que ce soit au plan local ou au

plan départemental, il faudra bien les payer. Déjà, les habitants de Capbreton « connaissent leur douleur » lorsqu'ils paient les impôts locaux. Alors, pour les élus, la tentation peut devenir grande d'accepter les propositions de promoteurs arrogants pour faciliter le remboursement des dettes. Animés du seul souci du profit, ceux-ci deviennent rapidement exigeants. « Sans un 5e étage avec vue sur la mer, je ne vendrai rien. Donc vous m'accordez une dérogation, ou je m'en vais ». Et ainsi de suite...

De fil en aiguille, les meilleures intentions, les promesses, les maquettes, les plans et la « science » supérieure des spécialistes de l'aménagement, tout ce qui a poussé des élus à dire oui peut se transformer en un redoutable bloc de béton. Seuls les plus avertis peuvent affirmer qu'ils ne tomberont jamais dans ce piège. Ils sont peu nombreux. On comprend donc le cri d'alarme poussé par les socialistes, plusieurs organisations syndicales, des groupements professionnels d'ostréiculteurs et de sylviculteurs, sans oublier le Comité de défense de la côte.

La saison peut-elle durer un peu plus que les deux mois d'été ? Beaucoup le souhaitent, certains l'affirment et ce n'est pas nécessairement faux. En effet, la douceur du climat et l'espace aquitain permettent de plaider en faveur d'un tourisme social intégré. Ce qui n'a rien à voir avec le remplacement des marinas de standing par des H.I.M. en bordure de mer, comme l'explique Pierre Brana : « Pour les socialistes, le tourisme social doit prendre ici une forme nouvelle et originale qui lui permette de s'intégrer à une région qui possède ses caractéristiques culturelles, écologiques et sociales. Il faut notamment faciliter des échanges réels entre les touristes et la population locale, impossibles dans le cadre du tourisme industriel préconisé par la mission ».

Tout le monde ne partage pas un tel souci. Lorsque Pierre Le Baillif, délégué régional de l'association Jeunes et nature, a pu participer au débat de Paris, malgré les huissiers qui cherchaient à l'en empêcher, il s'est heurté avec le maire réactionnaire indépendant de Biarritz, Guy Petit. En particulier, chaque fois que Le Baillif préconisait un développement du tourisme social, Petit sursautait : « Et pourquoi social seulement ? » Ce n'est pas lui qui déplorera les suppressions de campings préconisées. Cette attitude n'étonnera pas les Basques. Alors qu'ils sont à leur tour menacés par l'extension des compétences de la Miaca, les

A CAPBRETON-HOSSEGOR MILLE SABORDS



UNE RESIDENCE POUR VOS VACANCES MILLE SABORDS

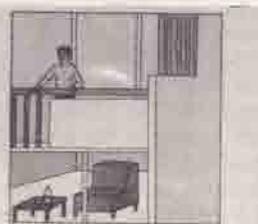


LES IDEES

Il y a une idée d'été, elle est courante, elle est simple, elle est un peu naïve, mais elle est sûre. C'est l'idée de faire une résidence de vacances. On ne sait pas encore si elle sera réalisée. Mais elle est sûre. Elle est sûre parce qu'elle est simple. Elle est sûre parce qu'elle est courante. Elle est sûre parce qu'elle est un peu naïve. Mais elle est sûre.

LES IDEES

Quelle est l'idée d'été ? C'est l'idée de faire une résidence de vacances. On ne sait pas encore si elle sera réalisée. Mais elle est sûre. Elle est sûre parce qu'elle est simple. Elle est sûre parce qu'elle est courante. Elle est sûre parce qu'elle est un peu naïve. Mais elle est sûre.



Juliette, le jardin club et tout le reste de Capbreton : on aime, on aime, on aime, on aime. Il y a la plage, il y a la mer, il y a le soleil, il y a le vent, il y a le bruit, il y a le rire, il y a le plaisir, il y a le bonheur, il y a la vie, il y a l'été.

socialistes basques viennent d'émettre les plus grandes réserves sur les projets qui concernent tant leur côte que la vallée de l'Adour.

Les remèdes proposés, on le voit, font un peu penser aux antibiotiques. Pour soigner un mal, on déclenche d'autres maux. Les menaces précises qui pèsent sur l'ostréiculture du bassin d'Arcachon ou de la région du Verdon montrent à quel point les nouveaux maux peuvent dépasser l'ancien. Mais ce n'est pas tout. Les méthodes employées par Biasini valent qu'on s'y arrête.

Pas de concertation

A la Maison de la Radio, Le Bailif avait pu s'étonner : « Comment osez-vous parler de concertation quand cette réunion publique, la première organisée par la Mission, se déroule à 600 kilomètres de la région où vivent les intéressés ? » Morelon, tout à la fois cynique et condescendant, fit alors remarquer que la Mission travaillait avec les élus qui, à ses yeux, représentaient encore la population. Qu'en est-il en réalité ? En fait, les élus n'ont pas eu leur mot à dire sur le schéma d'aménagement. Qu'il s'agisse de ce schéma, du Pos et — curieusement, ensuite — du Sdau, la discussion avec les élus s'est engagée une fois que les projets étaient arrêtés. Les élus socialistes sont unanimes sur ce plan. Ils partagent l'opinion de René Labat : « La concertation n'a jamais été proposée. Il a toujours fallu la conquérir sur un Aubert architecte en chef de la Miaca qui n'hésitait pas à trancher sèchement : « Ceci ne me convient pas et ne se fera donc pas. » Le ton et plus conciliant aujourd'hui. Mais la

concertation ne semble pas avoir beaucoup progressé pour autant. Jacques Nadeau, de Biscarosse, rapporte que sur son U.p.a. personne n'arrive plus à rencontrer d'interlocuteur valable de la Miaca. « Et le jour où ils voudront passer aux actes, ils nous l'imposeront de nouveau ». Impression tout à fait conforme à l'analyse de Christian Ramos, militant socialiste de Saint-Jean-de-Luz.

Tout ce qui vient d'être dit est grave. Les risques écologiques et l'orientation peu sociale d'un aménagement essentiellement destiné à vendre l'Aquitaine avec profit autant que les méthodes peu démocratiques employées pour y parvenir suffiraient déjà à condamner l'action de la Miaca. Mais il y a pire. La Miaca n'apporte pas aux Aquitains les solutions dont ils ont besoin. Elle ne parle que de tourisme. Celui-ci méritait certainement d'être aménagé. Sans doute peut-il même contribuer un peu au développement économique de cette région. Mais suffira-t-il à l'assurer ? Certainement pas ! La situation actuelle de l'Aquitaine appelle de toutes autres mesures où le tourisme pourrait jouer un rôle complémentaire, sans plus. Certains prétendent que l'aménagement prévu créera des emplois. Peut-être. Mais il en supprimera d'autres — chez les ostréiculteurs, par exemple — dans le même temps. Au moment où le chômage prend les proportions qu'on lui connaît, alors qu'en Aquitaine comme partout il sévit particulièrement chez les jeunes, les centaines de milliards d'anciens francs qui vont s'y investir dans le tourisme ont de quoi choquer.

Comment résoudre les très graves difficultés économiques que connaît cette région ? Voilà la question qu'il convenait de poser et qui appelle une réponse urgente.

Chaque année, jusqu'en 1980, 35 000 jeunes y arriveront sur le marché de l'emploi. Les renouvellements de poste classiques n'en absorberont que 15 000 par an. Les 20 000 autres n'ont-ils d'autre choix qu'entre le chômage et l'exil ? Lorsqu'on sait qu'il se crée deux emplois tertiaires pour un emploi industriel, il apparaît donc que, pour permettre à ces 20 000 jeunes de travailler dans leur région, il faudrait créer à peu près 7 000 emplois industriels tous les ans. Soit deux fois plus que ce qui se fait aujourd'hui, sans compter les fermetures d'entreprises. Rien ne permet d'imaginer qu'on s'engage dans cette direction. Et c'est dramatique !

Le député socialiste des Landes, Roger Duroure, a pu dire que dans son département la situation est « pire qu'en Lozère » : « On ne trouve pas de densité supérieure à 7 habitants au kilomètre carré sur 400 000 hectares. Par endroits, les personnes âgées de plus de 65 ans représentent les deux tiers de la population. Cette désertification catastrophique, dans notre région, n'a qu'une explication ; l'abandon pur et simple dans lequel nous a laissés le capitalisme pendant 150 ans. Aussi avons-nous mis sur pied un Comité économique des Landes de Gascogne, afin de mettre les pouvoirs publics face à leurs responsabilités. »

Bien sûr, cette région n'a pas vocation à accueillir l'industrie lourde. Rien ne s'y oppose par contre au développement d'une industrie légère. Et qu'on ne brandisse pas systématiquement la menace de la pollution. D'abord, parce qu'il existe des activités peu polluantes ; ensuite, parce que la pollution peut se combattre, à condition, bien sûr, de le vouloir. Dans cette région qui fabrique du papier, pourquoi n'installe-t-on pas quelques grandes imprimeries ? Pourquoi ne pas appliquer le plan mécanique tombé en désuétude ? Qu'attend-on pour y accueillir l'électronique ou des travaux de sous-traitance de l'industrie aérospatiale ? Il est grand temps de réaliser qu'un tel tissu industriel léger peut et doit empêcher le pays de mourir.

Mais la mort lente, peut-être est-ce là, après tout, l'objectif de certains qui rêvent de transformer l'Aquitaine en réserve à touristes ? « Après avoir vu le film « Demain, l'Aquitaine... », explique Labat, je me suis dit qu'au bout des pointillés on aurait pu ajouter : « sans les Aquitains ». Et cela, nous ne pouvons l'accepter. Nous voulons vivre dans ce pays que nous aimons et il faut, pour cela, que vive ce pays ».

JEAN-LOUP REVERIER